

SOS ENFANTS
EN DANGER!

Haiti

Pour chaque enfant
Santé, Éducation, Égalité, Protection
FAISONS AVANCER L'HUMANITÉ

unicef 

Haïti : SOS Enfants en danger!

La survie est le premier des défis auxquels font face les enfants d'Haïti.

En Haïti, survivre assez longtemps pour fêter son premier anniversaire est un exploit en soi. Un nourrisson sur 14 n'atteint jamais cette date symbolique. Cependant, le nourrisson qui survit un an n'est pas tiré d'affaires pour autant. Il n'existe pas d'autre pays en Amérique latine ou dans les Caraïbes (et il en existe très peu dans le monde en développement en dehors de l'Afrique subsaharienne) où un enfant court plus de risques de mourir entre douze mois et quatre ans. En 2004, sur les 58 000 décès recensés dans la région pour ce groupe d'âge, on comptait 11 000 Haïtiens (soit 19 pour cent ou un sur cinq environ). On relevait également 11 000 décès d'enfants mexicains mais le Mexique recense 19 pour cent des naissances régionales, et Haïti seulement deux pour cent.

Le rapport disproportionné entre naissances et décès infantiles en Haïti en dit long sur les raisons de publier ce numéro de *SOS Enfants en danger !* De telles disparités sont inacceptables. Avec l'élection d'un nouveau gouvernement, il est à espérer que les épreuves de la population infantine haïtienne, si longtemps négligée, vont commencer à devenir plus soutenables. Mais cela n'arrivera que si l'on entreprend tout de suite des actions concertées qui se poursuivront pendant plusieurs années.

Haïti vient d'élire un nouveau président, M. René Préval. Comme tous les autres candidats à la présidence, M. Préval a approuvé l'*Agenda politique pour les enfants*, un document de politique générale sur les réformes sociales à entreprendre en faveur des enfants. Ce programme d'action est une véritable feuille de route pour le développement et la protection de l'enfance. Il commence par une analyse approfondie de la situation des jeunes Haïtiens, puis définit les priorités pour améliorer la santé infantile et maternelle et les rendements scolaires, enrayer le VIH/SIDA et protéger les enfants contre la maltraitance, l'exploitation et la violence. Il définit les responsabilités des

SOS Enfants en danger ! est une série d'exposés présentant les principaux défis auxquels les enfants sont confrontés dans une région en crise. Haïti a de loin le taux de mortalité le plus élevé pour les moins de cinq ans dans l'hémisphère occidental. Que peut faire le nouveau gouvernement, démocratiquement élu, pour changer la situation, avec l'aide de la communauté internationale ?

pouvoirs publics et du congrès et exhorte la société civile et le secteur privé, en particulier les dirigeants locaux et les parents, à s'investir activement.

Si l'*Agenda politique pour les enfants* remplit ses objectifs, cela constituera une réelle avancée pour les Objectifs du Millénaire pour le développement, sur lesquels les nations du monde se sont mises d'accord il y a six ans. Ces objectifs restent largement hors d'atteinte pour cette île des Caraïbes, surtout dans les domaines de la survie de l'enfant, de la vaccination et de l'éducation primaire universelle. M. Préval a démontré, lors de son mandat précédent à la tête du pays, à la fin des années 90, qu'il soutient les OMD. Il a récemment proclamé son intention de s'occuper des enfants des rues et de remplacer les armes qu'ils brandissent par des crayons et des livres. Mais le défi est colossal. En Haïti, en plus de taux de mortalité infantile stupéfiants, presque tous les grands indicateurs liés à la santé et au développement de l'enfant sont inférieurs à la moyenne régionale (voir les tableaux).

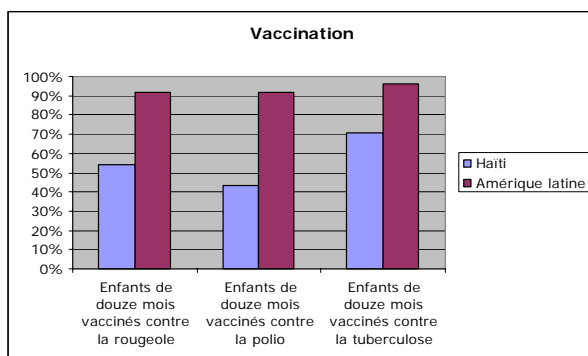
Beaucoup de jeunes Haïtiens n'ont pas du tout accès aux services de santé de base. En zone rurale aussi bien que dans les centres urbains, le coût et la distance font obstacle aux soins médicaux. Les rares installations médicales existantes sont situées dans des endroits difficiles d'accès et manquent de personnel et d'équipements. Des cliniques privées ne répondant pas aux normes combleront les besoins auxquels les installations gouvernementales ne parviennent pas à répondre.

Une couverture vaccinale tout à fait insuffisante explique en grande partie le faible taux de survie

des nouveau-nés et des nourrissons. Les Haïtiens compensent en ayant beaucoup d'enfants, car ils s'attendent (surtout avant le recours aux antibiotiques) à voir mourir plusieurs de leurs enfants de maladies qui sont tout simplement impossibles à éviter. En Haïti, 54 pour cent à peine des enfants de moins de douze mois sont vaccinés contre la rougeole, alors qu'ils sont 90 pour cent dans le reste de l'Amérique latine et 66 pour cent en Afrique subsaharienne.

Le taux de malnutrition chronique est également très élevé dans l'île, surtout dans les zones rurales. On estime qu'un quart des Haïtiens de moins de cinq ans souffre d'une malnutrition modérée à grave, ce qui risque de les handicaper à vie, sur les plans physique et intellectuel. Dans la vallée de l'Artibonite, véritable « grenier » de Haïti, le seul hôpital à soixante kilomètres à la ronde est débordé de cas de malnutrition.

Deux Haïtiens sur trois vivaient sous le seuil national de pauvreté lors de la dernière enquête menée dans le pays. Pour eux, se procurer les produits de première nécessité, comme de l'eau potable et de quoi faire du feu pour la cuisson, est une bataille quotidienne. Seuls 71 pour cent de la population disposent d'une source d'approvisionnement en eau amélioré et 32 pour cent à peine ont accès à des installations sanitaires adéquates.

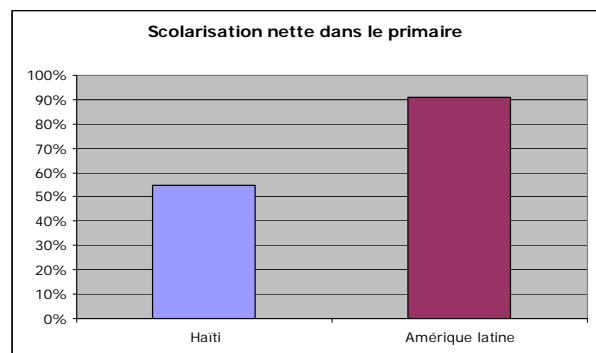


Beaucoup d'enfants passent plusieurs heures par jour à aller chercher de l'eau à la source la plus proche, souvent au détriment de leur éducation. Une fois qu'ils ont ramené l'eau à la maison, il faut encore la faire bouillir et la traiter pour la rendre salubre. Pour cela, il faut du bois ou du charbon, matériaux rares, car après des

siècles d'exploitation, seulement trois pour cent de la surface du pays sont encore couverts de forêts. Comment s'étonner, dans ces conditions, de la prévalence des maladies diarrhéiques, qui sont une des causes principales de mortalité et de morbidité chez les enfants de moins de cinq ans. Seuls 41 pour cent des enfants de cet âge qui souffrent de diarrhée reçoivent une thérapie de réhydratation orale et une alimentation continue.

A Cité Saint Martin, l'un des quartiers les plus pauvres de la capitale Port-au-Prince, quelque 60 000 personnes s'entassent sur un kilomètre carré, sans évacuation des déchets ni latrines. Les risques sanitaires que posent l'eau contaminée et les égouts à ciel ouvert sont extrêmement élevés. « En Haïti, si un enfant a soif et qu'on lui donne de l'eau à boire, il pourrait facilement en mourir », se lamente Margarette Albert, une assistante sociale du bidonville de Bel Air, dans la capitale.

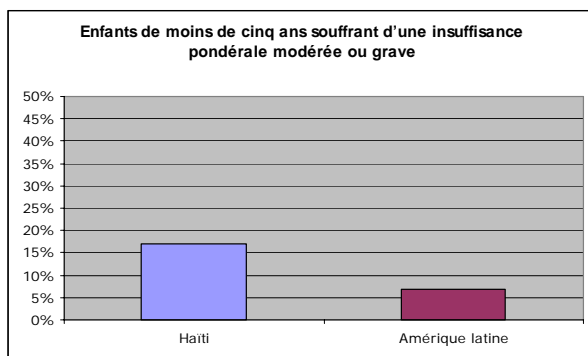
Pour les parents, l'éducation représente le seul espoir d'échapper à ces conditions brutales. Beaucoup de familles pauvres font des sacrifices énormes pour scolariser leurs enfants, étant donné que la majorité des établissements scolaires réclame des droits d'inscription à chaque élève. Mais le système scolaire, victime depuis des années d'un réel manque de fonds, trahit leurs espoirs. Les écoles haïtiennes sont surpeuplées, délabrées et mal entretenues. Les enseignants bénéficient d'une formation et de ressources inadéquates et leur salaire leur est versé de façon très irrégulière.



D'autres facteurs font que les enfants se voient refuser le droit à une éducation de base. La pauvreté oblige beaucoup d'entre eux à

travailler à la maison ou à s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes au lieu d'aller à l'école. Dans les zones rurales, la distance à parcourir et l'absence de moyens de transport dressent des obstacles supplémentaires. Dans les villes, le nombre élevé d'orphelins et d'enfants des rues et la violence font obstacle à la scolarisation. Il ne faut donc pas s'étonner si seulement 55 pour cent des enfants en âge d'école primaire reçoivent une éducation, si deux pour cent à peine terminent l'école secondaire et si environ un tiers des adolescents de 15 à 24 ans sont analphabètes, selon les dernières estimations.

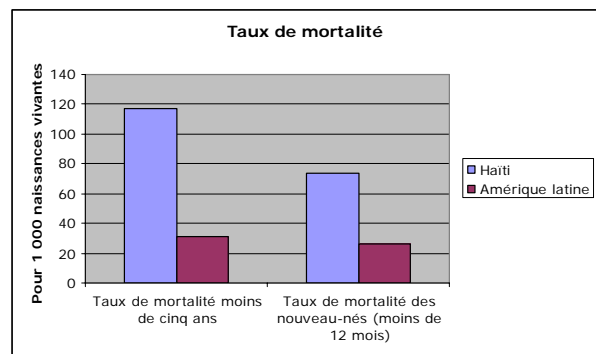
Le seul éloge que l'on puisse faire du système scolaire, c'est qu'il repêche beaucoup d'enfants des rues. Selon les dernières estimations, il y a 2 000 enfants abandonnés rien qu'à Port-au-Prince. Ils vivent et travaillent dans les rues et sur les places publiques. Certains sont orphelins, d'autres ont fui un foyer ou un lieu de travail où la violence était quotidienne. D'autres encore ont quitté leurs communautés rurales appauvries en espérant trouver une vie meilleure en ville. Ils survivent grâce à la mendicité ou en s'acquittant de menus travaux. Beaucoup sont exploités sexuellement. Certains ne survivent pas : selon certaines études, un enfant des rues est tué chaque semaine.



Les enfants qui ne peuvent satisfaire à leurs besoins les plus élémentaires et ne bénéficient d'aucune protection contre la maltraitance se font recruter par les gangs, de leur plein gré ou de force. Certains y sont contraints, d'autres y voient un moyen de se procurer de quoi manger, un endroit où dormir, une protection et un certain prestige. Dans les grandes villes haïtiennes, des gangs armés recrutent les enfants pour qu'ils servent de messagers,

commettent des crimes et se battent contre les gangs rivaux. Le refus d'obéir entraîne des sanctions. Pour les filles, c'est la menace de la prostitution forcée ou du viol. « Les jeunes filles sont souvent violées par des hommes des gangs adverses, à titre de représailles », explique Danise, 22 ans, une ancienne habitante de Cité Soleil, l'un des plus grands bidonvilles de la capitale.

La pauvreté, le dénuement et la violence créent des conditions idéales pour que les enfants deviennent invisibles et exclus, exploités, abandonnés, victimes de la traite et de la maltraitance. On estime que plus de la moitié des enfants n'ont pas été enregistrés à la naissance, ce qui leur interdit l'accès à des services essentiels comme les soins médicaux et l'éducation, la possibilité de refuser un mariage précoce ou le travail à un très jeune âge et plus tard, l'accès au crédit et le droit de vote. Comparé aux autres pays de la région, Haïti a le taux d'orphelins (enfants qui ont perdu un parent ou les deux) le plus élevé, et ces orphelins constituent 16 pour cent de la population en-dessous de dix-huit ans.



Le travail, la traite des enfants et le VIH/SIDA, pour n'en citer que trois, sont des problèmes très graves. Un enfant sur dix à peu près est employé comme domestique ailleurs que dans sa famille. Les filles comptent pour 75 pour cent des 300 000 travailleurs surnommés *restaveks* (ce qui en créole signifie « loger chez »). Beaucoup de parents pauvres et incapables de nourrir leurs enfants ou de leur procurer une éducation n'ont d'autre choix que de leur permettre de devenir des *restaveks*. Le schéma classique, c'est que des employeurs ou des intermédiaires rendent visite à une famille et lui promettent que leurs enfants seront nourris,

éduqués et bien soignés. Mais en réalité, il arrive trop souvent que l'enfant soit exploité et abusé sexuellement, qu'on le fasse travailler de longues heures en échange de maigres rations alimentaires et de possibilités très limitées de recevoir une éducation.

Céline, 13 ans, et Naki, 12 ans, ont tous les deux été maltraités par leurs employeurs. Céline a été victime d'abus sexuels et gravement brûlée par les deux individus à qui elle « appartenait ». Naki, un petit garçon au front et à la poitrine barrés de cicatrices, a été battu à coups de pierres par l'homme pour qui il travaillait. Il vit maintenant au foyer l'Escale, un refuge pour jeunes *restaveks* qui ont réussi à échapper à des employeurs violents, dans le nord de Port-au-Prince.

L'exploitation des jeunes Haïtiens ne se limite pas aux frontières du pays. Certains sont kidnappés et envoyés en République dominicaine, pays voisin de Haïti. Beaucoup de parents, découragés par le manque de perspectives d'avenir pour leurs enfants et convaincus que l'immigration leur offre leur seul espoir de trouver un emploi et de se construire un avenir, se laissent persuader de payer leur passage en République dominicaine. Là aussi, la réalité diffère considérablement des promesses qui leur ont été faites, surtout pour les filles. La plupart deviennent domestiques et certaines aboutissent dans des cercles de prostitution.

Quant au VIH/SIDA, un rayon d'espoir se dessine pour les jeunes Haïtiens. Bien que le taux de prévalence de la maladie y soit de loin le plus élevé de toute la région, et que plus de 200 000 enfants aient perdu au moins un de leurs parents à cause de ce fléau, de récents développements permettent un optimisme prudent. Les infections au VIH chez les femmes enceintes ont diminué de moitié entre 1992 et 2003-2004, passant de 6,2 pour cent à 3,1 pour cent. Cette baisse est particulièrement marquée dans les zones urbaines et chez les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans. Elle est peut-être liée à des changements dans les comportements (à ce stade, il s'agit plus d'indices que de preuves concluantes). Cependant, plus de trois pour cent de la population adulte est séropositive et chaque

année, 5 000 bébés sont contaminés à la naissance (300 d'entre eux seulement reçoivent des soins adéquats). Des initiatives visant à une meilleure prévention et à des possibilités de traitement seront indispensables pour que l'on puisse réellement parler d'un tournant.

Un avenir pour les enfants de Haïti

En dépit des conditions dans lesquelles ils vivent, l'espoir a la vie dure chez ces enfants. Romario a quinze ans et fréquente de son propre chef un centre pour enfants des rues où il reçoit une éducation et a accès à des activités de loisir. « Si j'étais président, déclare-t-il, j'amènerais tous les enfants des rues dans des endroits où ils peuvent aller à l'école et grandir. »

M. Préval et son nouveau gouvernement arriveront-ils à combler les espérances ? Pourront-ils même simplement s'en approcher ? Il faudra pour cela qu'ils prennent résolument la tête des initiatives politiques, qu'ils s'engagent durablement en faveur des enfants et obtiennent un soutien accru et durable de la part des donateurs internationaux.

L'UNICEF est convaincu que l'*Agenda politique en faveur des enfants* représente un programme commun essentiel pour lancer les réformes, car il place les enfants au centre des changements sociaux. Mais pour que les enfants trop longtemps négligés de Haïti aient l'avenir lumineux auxquels ils ont droit, il faut agir rapidement et de façon décisive.

Nous remercions nos partenaires, nos homologues gouvernementaux, les organisations non gouvernementales, nos collègues de l'ONU et les conseillers haïtiens qui nous ont aidés dans la rédaction de ce rapport. Nous tenons tout particulièrement à remercier l'Ecole des Affaires publiques et internationales de l'université Columbia.

Pour de plus amples informations sur ce *SOS Enfants en danger I*, envoyer un e-mail à childalert@unicef.org